



| Informations de base | |
|--|--------------------|
| <p>2023/0307(COD)</p> <p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive</p> | Procédure terminée |
| <p>Reconnaissance des qualifications professionnelles: infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie</p> <p>Modification Directive 2005/36 2002/0061(COD)</p> <p>Subject</p> <p>4.40.07 Reconnaissance des diplômes, équivalence des formations d'études</p> <p>Zone géographique</p> <p>Roumanie</p> | |

| Acteurs principaux | | | | |
|-------------------------------|--|--|--|---------------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| | IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs | | BIELAN Adam (ECR) | 25/09/2023 |
| | | | Rapporteur(e) fictif/fictive | |
| | | | BOTOȘ Vlad-Marius (Renew) | |
| | | | VAN SPARRENTAK Kim (Greens/EFA) | |
| | | | PELLETIER Anne-Sophie (The Left) | |
| | Commission pour avis | | Rapporteur(e) pour avis | Date de nomination |
| | EMPL Emploi et affaires sociales | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| | CULT Culture et éducation | | La commission a décidé de ne pas donner d'avis. | |
| Conseil de l'Union européenne | | | | |
| Commission européenne | DG de la Commission | | Commissaire | |
| | Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME | | BRETON Thierry | |


| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Evénement | Référence | Résumé |
| 01/09/2023 | Publication de la proposition législative | COM(2023)0502  | Résumé |
| 02/10/2023 | Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture | | |
| 28/11/2023 | Vote en commission, 1ère lecture | | |
| 30/11/2023 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture | A9-0381/2023 | |
| 12/12/2023 | Décision du Parlement, 1ère lecture | T9-0447/2023 | Résumé |
| 12/12/2023 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 23/01/2024 | Adoption de l'acte par le Conseil après la 1ère lecture du Parlement | | |
| 07/02/2024 | Signature de l'acte final | | |
| 12/02/2024 | Publication de l'acte final au Journal officiel | | |

| Informations techniques | |
|--|--|
| Référence de la procédure | 2023/0307(COD) |
| Type de procédure | COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) |
| Sous-type de procédure | Note thématique |
| Instrument législatif | Directive |
| Modifications et abrogations | Modification Directive 2005/36 2002/0061(COD) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 062 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 046 Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 053-p1 |
| Autre base juridique | Règlement du Parlement EP 165 |
| Consultation obligatoire d'autres institutions | Comité économique et social européen |
| État de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission | IMCO/9/13134 |

| Portail de documentation | | | | |
|--|------------|--------------|------------|--------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Projet de rapport de la commission | | PE753.741 | 04/10/2023 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A9-0381/2023 | 30/11/2023 | |
| Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | | T9-0447/2023 | 12/12/2023 | Résumé |
| Conseil de l'Union | | | | |

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|---------------------|--------------------------------|------------|--------|
| Projet d'acte final | 00066/2023/LEX | 07/02/2024 | |

Commission Européenne

| Type de document | Référence | Date | Résumé |
|---|--|------------|------------------------|
| Document de base législatif | COM(2023)0502  | 01/09/2023 | Résumé |
| Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière | SP(2024)56 | 22/03/2024 | |

Autres Institutions et organes

| Institution/organe | Type de document | Référence | Date | Résumé |
|--------------------|--|------------------------------|------------|--------|
| EESC | Comité économique et social: avis, rapport | CES4234/2023 | 25/10/2023 | |

Informations complémentaires

| Source | Document | Date |
|-----------------------|-------------------------|------|
| Commission européenne | EUR-Lex | |

Acte final

[Directive 2024/0505](#)
JO L 000 12.02.2024, p. 0000

Reconnaissance des qualifications professionnelles: infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie

2023/0307(COD) - 12/12/2023 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 577 voix pour, 7 contre et 28 abstentions, une résolution législative sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant et rectifiant la directive 2005/36/CE en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie.

Le Parlement européen a arrêté sa position en première lecture suivant la procédure législative ordinaire.

Le Parlement soutient la proposition de la Commission qui prévoit une modification ciblée des règles relatives aux droits acquis spéciaux énoncées à l'article 33 bis de la directive 2005/36/CE afin de faciliter la procédure de reconnaissance des infirmiers responsables de soins généraux qui ont achevé le programme de mise à niveau roumain. La proposition permettra aux diplômés du programme roumain de mise à niveau de bénéficier de droits acquis sans avoir à prouver leur expérience professionnelle.

Un certain nombre d'États membres d'accueil ont reconnu les qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie dont les qualifications ne remplissaient pas les conditions requises pour bénéficier de la reconnaissance au titre de l'article 33 bis de la directive 2005/36/CE aux fins de l'accès à la même profession dans cet État membre.

Afin de protéger les droits acquis, le texte amendé stipule que les États membres d'accueil devront garantir la validité de la reconnaissance du titre roumain d'infirmier responsable de soins généraux accordée en application des articles 10 à 14 de la présente directive avant la date d'entrée en vigueur de la présente directive modificative dans le cas de ressortissants des États membres qui ont suivi une formation d'infirmier responsable de soins généraux en Roumanie et qui ne remplissaient pas les conditions énoncées à:

- l'article 33 bis de la présente directive, dans sa version en vigueur au 1er janvier 2007; ou

- l'article 33 bis de la présente directive, dans sa version modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (règlement IMI).

Reconnaissance des qualifications professionnelles: infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie

2023/0307(COD) - 01/09/2023 - Document de base législatif

OBJECTIF : faciliter la procédure de reconnaissance des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil (la «directive sur les qualifications professionnelles») établit les règles relatives à la reconnaissance transfrontière des titres de formation pour l'accès aux professions réglementées ainsi que les exigences minimales de formation pour plusieurs professions, y compris celle d'infirmier responsable de soins généraux.

Afin de faciliter la reconnaissance des titres de formation des infirmiers responsables de soins généraux dont les qualifications ne satisfaisaient pas aux exigences minimales de formation au moment de l'adhésion, la Roumanie a mis en place un programme de mise à niveau spécial afin de permettre aux participants de mettre à niveau leurs qualifications professionnelles pour satisfaire à toutes les exigences minimales de formation énoncées dans la directive 2005/36/CE en ce qui concerne la profession d'infirmier responsable de soins généraux. À cet effet, la Roumanie s'est entretenue au préalable avec les autres États membres et la Commission.

Le programme de mise à niveau a débuté au cours de l'année universitaire 2014-2015. Selon le ministère roumain de l'éducation et de la recherche, 23 diplômés de l'enseignement supérieur et plus de 3000 diplômés de l'enseignement postsecondaire avaient achevé ce programme à la fin de l'année universitaire 2018-2019.

La Roumanie a présenté les résultats du programme de mise à niveau spécial en 2018 au groupe d'experts compétent (groupe des coordonnateurs pour la reconnaissance des qualifications professionnelles) et, à la suite de consultations, aucun État membre n'a contesté la proposition selon laquelle les diplômés devraient bénéficier d'un régime de reconnaissance plus favorable.

La directive sur les qualifications professionnelles, telle qu'elle est actuellement applicable, n'oblige pas les États membres d'accueil à reconnaître automatiquement les titres des infirmiers qui ont achevé avec succès le programme de mise à niveau. La Commission envisage cependant de réviser les dispositions de la directive relatives aux droits acquis des infirmiers roumains à la suite de l'évaluation des résultats du programme de mise à niveau.

CONTENU : la Commission propose une modification ciblée des règles relatives aux droits acquis spéciaux énoncées à l'article 33 bis de la directive 2005/36/CE afin de **faciliter la procédure de reconnaissance des infirmiers responsables de soins généraux qui ont achevé le programme de mise à niveau roumain**. Plus précisément, la Commission propose que ces infirmiers bénéficient de la reconnaissance au titre de droits acquis spéciaux sans avoir à prouver leur expérience professionnelle.